

rière, sont taxées, & qu'il ne reste plus à taxer que les Terres déjà sujetes à des redevances, des subsides & des tailles; qu'ainsi les dettes nationales s'augmenteront annuellement & ruineront enfin le Royaume.

Mais le Parlement, dans ses représentations au Roi, dit « qu'il ose espérer que S. M. con-
» sultera sa sagesse, son équité, son humanité,
» & ne permettra pas la ruine totale de son
» peuple dévoué, fidele & affectueux d'Ir-
» lande. »

A ceci il faut ajouter que le Comte de Northumberland, Viceroy d'Irlande, a déclaré que si l'affaire des pensions & quelques autres points, qui donnent matière aux contestations du Parlement d'Irlande, continuent d'être agités sans que la Cour y mette ordre, il ne pourra se dispenser de solliciter son rappel. La Cour s'en occupe, & pour appaiser les Irlandois elle passera vraisemblablement, du moins en partie, à ce qui leur fait peine. On agite leurs points de griefs dans les Conseils tenus en présence du Roi & dans les conférences des Ministres, qui entrant déjà dans les vûes du Comte de Northumberland, l'ont prié de continuer à donner ses soins à l'administration de l'Irlande, comme ne pouvant gueres être remplacé par un autre de talens supérieurs aux siens pour cette partie. Mais un des Conseils du Roi a eu aussi pour objet le choix des moyens à employer pour subvenir aux dépenses de l'année courante, sans avoir recours aux voyes d'emprunt, ou à l'imposition de nouvelles taxes ou impôts; & l'on avance qu'il y a été décidé qu'il ne seroit pas question d'emprunt, de Lotterie, ni de nouveaux droits pour cette année; que toutes sup-
putations